

Le dragon chinois et l'éléphant américain

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

La Chine est une grande puissance qui constitue un défi politique, diplomatique, technologique et militaire pour l'ordre mondial établi. Les avancées fulgurantes de la Chine dans ces nombreux domaines et son influence grandissante ont de quoi donner à réfléchir étant donné que d'une part la Chine s'affirme de façon plus agressive au plan international et que de l'autre l'économie et les entreprises chinoises sont soumises aux volontés du parti communiste chinois. En effet, depuis 2015, la loi chinoise exige les compagnies chinoises à collaborer avec l'armée et les renseignements chinois.

La cachoterie qui a entouré l'éclosion de la pandémie en Chine aura retardé les mesures préventives et provoqué un plus grand nombre de pertes humaines ; sur l'ensemble du globe s'est développé un sentiment de méfiance qu'il sera difficile d'ignorer à l'avenir.

Un pays dominé par le PCC

La Chine est sortie de son isolation en s'intégrant graduellement dans l'économie mondiale pour y occuper un rang de choix. Or, contrairement aux attentes, l'ouverture de la Chine au marché économique mondial ne s'est pas accompagnée d'une ouverture à la démocratie : l'influence du parti communiste chinois (PCC) y est plus forte que jamais.

En Chine même, 40 % du territoire autrefois peuplé par des populations non chinoises - la Mongolie intérieure, le Tibet et le Xinjiang - ont été gobés dans le tissu démographique chinois. L'internement des Ouïghours dans des camps de « rééducation » vise à mater toute velléité non conforme aux desideratas du PCC. L'emprise accrue sur les affaires de Hong Kong visant

à y étouffer la mouvance démocratique fait sourciller les pays du Sud-est asiatique.

Un expansionnisme inquiétant

La Chine a placé et armé des îlots flottants dans le Pacifique, parfois à proximité des rivages des pays du Sud-est asiatique. Le gouvernement chinois joue la carte nationaliste pour revendiquer les îles japonaises de Senkaku et Diaoyu et proférer des menaces à peine voilées sur Taiwan qu'il veut fusionner. Cela a poussé l'ensemble des pays voisins à se rapprocher des États-Unis (ÉU).

En même temps, les possibilités de collaboration sino-américaine sont manquées, tout comme dans le cas du contrôle des développements militaires et balistiques de la Corée du Nord.

Sur le plan militaire

Le budget militaire chinois est passé à 249 milliards venant ainsi en seconde position après les ÉU. Même si le budget militaire américain est trois fois plus grand et plus élevé que celui des 10 pays les plus importants, les investissements chinois massifs en éducation et en recherche vont faire perdre son avantage aux ÉU dans le futur : chaque année, plus de 3 millions de Chinois s'inscrivent dans des facultés de génie, soit cinq fois plus qu'aux ÉU.

Même si de nombreux problèmes de développement existent encore, l'arsenal chinois s'agrandit avec des avions furtifs, des missiles, des missiles destructeurs de satellites ainsi qu'une flottille de sous-marins dont deux sous-marins atomiques. Un porte-avions est en service, un second est en construction. La Chine a également développé son propre système de navigation satellite, mis en orbite une station spatiale et s'est lancée dans l'exploration de la planète Mars.

Une route de la soie cahoteuse

Le président chinois Xi Jinping a évoqué l'adage chinois selon lequel le flot incessant des rivières rendent l'océan plus profond pour signifier que la future infrastructure de la nouvelle route de la soie BRI (*Belt and Road Initiative*) favorisera les échanges internationaux. Beaucoup de pays qui sont attirés par la manne de la nouvelle route de la soie émettent des réserves sérieuses à son endroit.

La Chine a consenti des prêts de plusieurs centaines de milliards à des dizaines de pays qui ont de la difficulté à rembourser leur dette, d'autant plus qu'ils doivent en contrepartie hypothéquer leurs ressources naturelles. L'Égypte a annulé le projet de centrale thermique à Hamrawwein et la Tanzanie a refusé le projet chinois de port à Bagamoyo de 10 milliards (son président a annoncé que seul un ivrogne aurait pu en accepter les conditions). Beaucoup de pays demandent à renégocier leurs prêts : la Malaisie et le Pakistan se plaignent de ce que les coûts associés au projet ont été délibérément exagérés. En outre, bien des accusations de corruption ternissent la marque de commerce de la nouvelle route de la soie.

Sur le plan économique

Pour ce qui est des échanges économiques, la phase 1 de l'accord sino-américain de janvier 2020 vise à réduire le déficit commercial américain qui est de l'ordre de 420 milliards. La Chine s'est engagée à augmenter ses importations des ÉU et à ne plus exiger le transfert technologique des produits américains pour accéder au marché chinois. Par ailleurs, les ÉU se sont retirés de l'accord de libre-échange Partenariat transpacifique TPP (*Trans-Pacific Partnership*) regroupant plusieurs pays (mais non la Chine), lui préférant des accords bilatéraux.

De son côté, la Chine s'investit dans la Banque de développement asiatique et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures pour avoir une influence majeure sur des décisions touchant à l'économie mondiale, influence qu'elle ne possède pas dans la Banque mondiale et le Fonds

monétaire international, profilant ainsi une possible remise en question de la devise internationale qu'est le dollar américain.

Sur le plan technologique

Le reproche qui revient souvent est que la Chine s'est illégalement approprié la technologie occidentale et que les systèmes de communication 5G vont permettre d'espionner les communications partout où ils sont installés. Par le passé, des procès intentés contre Huawei par Cisco, Motorola ou T-Mobile USA ont inculpé Huawei qui a dû apporter des correctifs ou conclure un arrangement à l'amiable. Des données de 700 millions de téléphones Android auraient été détournées vers la Chine. Un employé de Huawei a été accusé d'espionnage en Pologne et Meng Wanzhou, la directrice financière de Huawei a été accusée d'avoir enfreint la loi d'embargo américaine sur l'Iran. Une demande d'extradition du Canada a été faite par les États-Unis.

Aujourd'hui, la compagnie Huawei a une longueur d'avance par rapport à la compétition et investit entre 10 à 15% de ses revenus de vente à la recherche et au développement. Le scénario qui se dessine est que l'on pourrait se retrouver face à deux technologies 5G : l'une chinoise et l'autre développée essentiellement par Ericsson, Nokia et Intel.

Bien des pays revoient leur engagement premier d'adoption de la technologie 5G de Huawei. La compagnie Huawei est exclue de nombreux pays dont l'Angleterre, la pression américaine aidant. Même l'Italie qui s'était prononcée pour l'adoption de la technologie Huawei revoit ses spécifications 5G de façon à écarter Huawei. En outre, la plateforme de réseautage sociale chinoise Tik Tok destinée aux seuls usagers à l'extérieur de la Chine - alors que Facebook et Google y sont bannis - a été interdite en Inde et le sera sous peu aux États-Unis.

Sur le plan diplomatique

La Chine est aujourd'hui accusée d'intimider les démocraties canadienne et suédoise en détenant deux otages politiques canadiens en raison de la mise en demeure au Canada de Meng Wanzhou (bien que le Canada soit lié par

traité aux ÉU) ; par ailleurs, des menaces peu subtiles ont été proférées à la fille de l'éditeur suédois Gui Minhai kidnappé en Thaïlande par la Chine afin qu'elle ne s'exprime pas publiquement. En outre, les ambassadeurs chinois des grandes capitales font des discours très peu diplomatiques, à la limite de l'arrogance.

Gérer la prédominance chinoise

Une lecture réaliste de l'histoire montre que l'équilibre des forces est une garantie de paix. Et de fait, la confrontation américano-soviétique a malgré tout maintenu un état de non-belligérance.

Par contre, après la chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'empire soviétique, les ÉU sont devenus la seule grande puissance et se sont lancés des expéditions militaires désastreuses en Afghanistan et en Irak.

Un équilibre des forces est souhaitable pour éviter que le monde ne soit à la merci d'une seule grande puissance.

Contrairement à l'idéologie soviétique qui voulait la victoire du communisme et la défaite du capitalisme et de la démocratie bourgeoise sans intégrer l'économie mondiale, la Chine actuelle est une puissance mercantile qui a pu élever le niveau de vie dans son pays tout en maintenant la centralisation étatique décidée par le PCC. Son succès économique dépend grandement du marché américain et il y a une interdépendance qui n'existait pas dans le passé des relations soviéto-américaines.

L'expansionnisme chinois - prématuré dans un sens - fait réaliser qu'il devient nécessaire d'avoir un contrepoids. Si l'Occident et la Russie pouvaient tourner la page sur leurs différends et trouver une solution honorable en Ukraine et dans le Caucase, la Russie pourrait en sortir gagnante. Héritière de régimes autocratiques successifs pour lesquels la fin a justifié les moyens, l'identité russe est néanmoins partagée entre son intégration à l'Occident et son parentage asiatique. Nul doute que ces idées traversent l'esprit des négociateurs américains et russes actuellement réunis à Vienne pour discuter du traité sur la réduction des armements stratégiques, réunion à laquelle la Chine a refusé de participer.

Car la triste réalité est que, plutôt que d'harmoniser leurs forces complémentaires et prendre ensemble le train pour le bien de l'humanité, le dragon chinois et l'éléphant américain tirent sur une même corde qui risque de briser et de les laisser désunis au détriment de toute la planète. L'ours russe pourrait contribuer à l'équilibre des forces et à la neutralisation de la dissension sino-américaine.